



*Check against delivery  
Le discours prononcé fait foi*

Statement by  
The Right Honourable Stephen Harper  
Prime Minister of Canada

To the General Debate of the 65<sup>TH</sup> Session  
of the United Nations General Assembly

New York  
23 September 2010



Déclaration du  
très honorable Stephen Harper  
Premier ministre du Canada

au Débat Général de la 65<sup>E</sup> session  
de l'Assemblée Générale des Nations Unies

New York  
Le 23 septembre 2010

Canada

Merci beaucoup.

Messieurs les co-Présidents

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,  
Mesdames et Messieurs.

**(Nos principes)**

Voilà plus de 65 ans que les nations du monde, épuisées, certaines dévastées par des années de guerre, créaient l'Organisation des Nations Unies.

Le Canada était l'une d'elles.

L'une des nombreuses en fait, dont l'expérience nouvelle du conflit avait persuadé son peuple que la possibilité d'un monde meilleur, celui dans lequel les nations régleraient pacifiquement leurs différends, était un objectif digne de tous leurs efforts.

La population canadienne continue aujourd'hui de croire en cet objectif et elle continuera de s'efforcer de vivre selon les principes qui le rendent possible.

Ces principes sont consacrés dans la Charte de cette organisation : cette même Charte des Nations Unies accueillie avec bonheur et espoir par un précédent gouvernement du Canada, en cette journée faste de juin 1945 à San Francisco.

Ces croyances fondamentales reconnaissent l'égalité souveraine des pays. Elles nous rappellent l'obligation qui est la nôtre de régler pacifiquement les différends.

Et elles exigent que nous recherchions la justice et que nous défendions les droits humains de tous les peuples. Voilà des valeurs chères aux Canadiens et aux Canadiennes.

Et comme le suppose l'adhésion universelle à cet organisme, elles sont aussi chères aux peuples du monde entier. Ce large consensus continue à convaincre l'idéaliste, qui est en chacun de nous, que bien plus est possible dans ce monde qui est le nôtre.

Dans le même temps, cela rend si décevant l'écart entre les aspirations et la réalité. Cela nous invite à en faire plus, comme se sont efforcés de le faire les divers gouvernements canadiens qui se sont succédés depuis près d'une génération. Ces idéaux, ainsi que la conscience aiguë des grandes préoccupations de la communauté internationale, en particulier celles des pays en développement continuent d'animer le gouvernement du Canada, le gouvernement que je dirige aujourd'hui.

Et ces idéaux ont le soutien enthousiaste de la population canadienne. Et je ne vois pas le jour, ni les motifs, qui nous amèneraient à interrompre nos efforts en ce sens.

Comme toujours, la question qui se pose est de savoir comment procéder.

**(Nos actes)**

Notre préférence va à l'action utile.

Une action qui donne des résultats concrets.

Une action qui aide les populations dans leur lutte contre l'oppression, les catastrophes et la pauvreté.

Permettez-moi d'en passer en revue quelques-unes.

En tant que membre fondateur de l'ONU, et septième contributeur à son financement, le Canada a toujours été un participant fiable et responsable dans les initiatives prises par l'ONU dans le monde entier.

Il en a été ainsi dans les premiers jours de l'ONU. Il en a été ainsi dans les jours difficiles de la guerre froide, de la décolonisation et de la lutte contre l'apartheid.

Et il en est ainsi aujourd'hui.

Le Canada continue, par exemple, de payer un lourd tribut en assumant l'obligation qui est la sienne en vertu du mandat de l'ONU de soutenir le gouvernement légitime de l'Afghanistan.

Nous le payons, à la fois, en ressources des contribuables canadiens, mais aussi par le profond chagrin de voir s'éteindre la précieuse vie de nos jeunes hommes et femmes qui servent là-bas dans les Forces armées canadiennes, et aussi, malheureusement, celle de nos civils qui ont mis leur vie au service de leur pays et du peuple d'Afghanistan.

En Afghanistan, nos efforts militaires vont de pair avec les programmes de reconstruction et de développement que nous y menons. Le Canada soutient en particulier les programmes qui, comme le barrage Dhala, présentent des avantages économiques durables. Et nous avons aussi largement investi, et nous continuerons de la faire, dans d'autres programmes qui permettent d'améliorer la vie des citoyens les plus vulnérables de ce pays.

Notre engagement international ne se limite certainement pas à l'Afghanistan.

En fait, nous déployons nos efforts ailleurs dans le monde.

Nous nous engageons à doubler notre aide à l'Afrique, de sorte que le Canada est un leader au sein du G8 pour ce qui est de remplir cet engagement.

Et nous sommes sur la bonne voie pour doubler, d'ici mars prochain, notre aide globale au développement.

En outre, nous avons déliée l'aide alimentaire, et toutes nos autres formes d'aides le seront d'ici 2013. De telles mesures renforcent de manière significative le pouvoir d'achat des fonds d'aide canadiens.

L'an dernier à l'Aquila, le Canada a été parmi les premiers pays à doubler l'aide destinée au développement agricole.

Et pendant la crise économique, nous avons agi, de concert avec les partenaires du G20, pour augmenter la capacité de prêt des organisations telles que la Banque interaméricaine de développement et la Banque africaine de développement.

Nous avons en particulier, depuis que nous sommes entrés en fonctions en janvier 2006, apporté une contribution significative à la paix et à la sécurité en Afrique, y compris aux initiatives de paix, à l'aide humanitaire et à la reconstruction au Soudan.

Le Canada s'est également servi de son leadership pour rétablir la paix en Sierra Leone.

Et comme vous le savez tous, nous nous sommes très largement engagés en Haïti, à la fois avant et depuis le terrible tremblement de terre qui a frappé le pays, cette année. Le Canada a été l'une des premières nations à fournir, sous diverses formes, des secours concrets. Et, il a pris l'engagement à long terme d'aider le peuple d'Haïti à reconstruire son pays gravement endommagé.

Tout dernièrement, le Pakistan a fait face à des inondations dévastatrices. Le Canada a de nouveau réagi rapidement.

Ces actions tirent leur origine des idéaux canadiens.

Permettez-moi donc de dire une chose : cette assemblée devrait savoir que le Canada est éligible au Conseil de sécurité. Si nous sommes élus, nous serons prêts à servir.

Et, si nous sommes appelés à servir au Conseil de sécurité nous serons guidés par ces idéaux, que nous chercherons à faire avancer tout comme nous nous sommes efforcés de mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité.

Je voudrais également mentionner le rôle que le Canada a joué cette année en tant que président du G8 et hôte de la dernière réunion du G20.

Nous avons essayé de faire en sorte que ces rassemblements servent les intérêts généraux de l'ensemble de la communauté mondiale.

Pour préparer le G20, nous avons procédé à une large campagne de sensibilisation, notamment auprès des secrétaires généraux du Commonwealth, de la Francophonie

et, bien sûr, de cet organisation.

Nous avons profité de notre présidence du G8 pour tendre la main aux dirigeants d'Afrique et des Amériques et faire adopter l'Initiative de Muskoka sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

De tels progrès sont littéralement essentiels pour atteindre les objectifs les plus réalisables du Millénaire de l'ONU pour le développement, à savoir : réduire l'effroyable mortalité chez les mères et les enfants des pays en développement.

Nous nous employons à mobiliser les nations donatrices et les fondations privées. Ensemble, nous devrions recueillir plus de 10 milliards de dollars sur cinq ans.

Cela contribuera d'une manière importante à la Stratégie globale du Secrétaire général pour la santé des mères et des enfants.

De même, nous avons annoncé ici il ya deux jours que les contribuables canadiens procéderont à une reconstitution renforcée du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Nous avons fait cela pour une raison bien simple : atténuer les souffrances et en fait sauver la vie des gens qui, par millions dans le monde entier, sont atteints de ces maladies graves et débilitantes.

De telles actions relevant d'un impératif moral. Il est essentiel que nous nous efforcions de vraiment changer la vie des plus démunis de ce monde.

Qui, en voyant que son voisin est en détresse, se contentera de poursuivre son chemin?

C'est pourquoi nous avons également utilisé notre présidence du G8 pour faire valoir l'éthique essentielle de la responsabilité.

Nous avons publié le premier rapport sur les activités pour veiller à ce que, en tant que pays donateurs, nous remplissions les engagements que nous avons pris. Nos paroles doivent se traduire en actes et changer réellement les choses pour ceux et celles qui ont besoin de notre aide.

Et à cette fin et comme beaucoup d'entre vous le savez également, les contribuables canadiens ont fait des remises de dettes d'un montant total d'un milliard de dollars en faveur des pays les plus pauvres du monde.

### **(Nos aspirations)**

Cependant, ne nous limitons pas à la moindre chose que l'on puisse faire. Des objectifs beaucoup plus élevés sont à notre portée, si nous nous donnons la peine de les atteindre.

Dans le peu de temps que j'ai passé avec vous aujourd'hui, il y a une pensée plus importante que toutes les autres que je désire partager avec vous.

C'est l'impérieuse nécessité pour l'ensemble des états du monde en ce XXI<sup>e</sup> siècle d'adopter une vue éclairée de la souveraineté. Comme je l'ai déjà dit, le respect de la souveraineté est un principe fondamental de l'Organisation des Nations Unies.

Toutefois, la récession mondiale des deux dernières années a nous a appris, espérons-le, une douloureuse leçon. Elle nous a brutalement rappelé que, dans ce monde qui se rétrécit, nous voyageons tous dans un même bateau et pas en solitaire.

Et que la façon dont nous voyageons ensemble importe beaucoup.

Parce que nos intérêts sont tous reliés entre eux : des changements climatiques aux menaces sanitaires et aux pandémies en passant bien sûr, par l'économie.

Les nations qui, par exemple, ne se soucient guère des effets de leurs choix économiques sur les autres, peuvent nuire non seulement à leurs partenaires commerciaux, mais aussi à elles-mêmes. Celles qui succombent à la tentation du protectionnisme, se rendent très vite compte que les partenaires commerciaux qui refusent un marché n'ont plus les moyens d'être des clients.

Reconnaître cela, c'est comprendre la nécessité d'une souveraineté éclairée, l'idée que ce qui est bon pour les autres pourrait bien être le meilleur moyen de satisfaire ses propres intérêts.

Dans le jargon des affaires, on dit que tout le monde y gagne. Et que cela est bon pour les affaires.

Dans les affaires internationales, c'est bon pour le développement et pour la justice. Et c'est dans l'esprit de la Charte des Nations Unies.

Dans un monde d'intérêts et de principes concurrentiels et passionnés, où laissé à lui-même, chacun fait ce qu'il croit être juste, il est plus nécessaire que jamais d'avoir une vue éclairée et large de la souveraineté.

Au début de mon discours, j'ai fait allusion aux origines de l'ONU.

Elle a été fondée à la fin de la guerre la plus grande et la plus destructrice à jamais troubler l'océan de l'humanité.

Cette guerre a certainement été en partie causée par un nationalisme extrême et pernicieux. Mais, nous ne devons jamais oublier que l'apaisement et l'opportunité ont également permis au fascisme de prendre une telle force qu'il a fallu l'effort total et indivisible des peuples libres du monde pour le soumettre.

La mission de l'ONU s'est élargie au fil du temps, mais son travail demeure le même : bâtir un monde meilleur par la paix et le développement.

Prévenir la guerre et les conflits, tout en faisant respecter ce qui est juste et en protégeant les faibles et les pauvres de ceux qui en font leur proie.

Le gouvernement du Canada a toujours été profondément engagé à l'égard de ces objectifs et envers l'organisation qui les cultive.

Il l'est encore aujourd'hui.

Et alors que nous vaquons à nos affaires, en protégeant par exemple l'Arctique ou en faisant la promotion de notre commerce ou de nos valeurs, nous serons guidés par le même conseil que nous prescrivons aux autres.

Nous écouterons leurs préoccupations.

Nous dirons la vérité.

Nous agirons avec vigueur

Et ferons tout cela sans jamais oublier que la paix et les possibilités pour tous restent toujours notre but ultime.